

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE  
CS 71354  
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 03/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GALVA HILD**

rue de la 5ème DB  
68320 Jebsheim

Références : 0006700681\_2025\_10\_16\_GALVA-HILD\_VIIC\_Suivech  
Code AIOT : 0006700681

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2025 dans l'établissement GALVA HILD implanté rue de la 5ème DB 68320 Jebsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'est déroulée dans le cadre du suivi des échéances, relatif à l'inspection du 29/02/2024.

A l'occasion de ce contrôle, il avait été constaté :

- l'absence de représentation graphique des avaloirs et regards de puits perdu où doivent être positionnés les tampons d'obturation en cas d'incendie ;
- que les différences altimétriques entre les zones assurant le confinement des eaux d'extinction, ne permettent pas d'assurer que l'ensemble des volumes de confinement identifiés puissent être mobilisés en cas d'incendie ;
- l'absence dans la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) des obturateurs devant être mis en place afin d'assurer le confinement des

- eaux d'extinction ;
- l'absence de garantie de mise en œuvre du système de confinement par tout temps,
- la localisation des tampons d'obturation dans des zones susceptibles d'être directement exposées à des flux thermiques en cas d'incendie,
- le délai de mise en œuvre du confinement supérieur à 1 heure,
- l'inefficacité des tampons d'obturation en place et l'absence de confinement de l'ensemble des eaux d'extinction ;
- l'absence de consignes relatives aux modalités d'intervention en cas de situation accidentelle, notamment vis-à-vis de la mise en place du confinement des eaux d'extinction.

Au regard de ces éléments, cette visite d'inspection avait fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté du 20/09/2024.

### **Référentiel réglementaire**

- arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- arrêté préfectoral d'autorisation du 09/01/2002
- arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/09/2024

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALVANISATION HILD
- rue de la 5ème DB 68320 Jepsheim
- Code AIOT : 0006700681
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Implantée à Jepsheim, la société GALVA HILD est spécialisée dans le traitement de métaux par galvanisation à chaud.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
5	Mise en œuvre du confinement	AP de Mise en Demeure du 20/09/2024, article 5	Astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	AP de Mise en Demeure du 20/09/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Volumes de confinement des eaux d'extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 20/09/2024, article 3	Levée de mise en demeure
3	Confinement - adéquation entre les besoins et les volumes	Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 9.2	Prescription inadaptée

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	disponibles		
4	Équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité	AP de Mise en Demeure du 20/09/2024, article 4	Levée de mise en demeure
6	Consignes de sécurité	AP de Mise en Demeure du 20/09/2024, article 6	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au cours de la présente visite, l'Inspection a constaté, après avoir sollicité l'exploitant pour que ce dernier mette en place et en eau un obturateur d'avaloir, l'inefficacité de celui-ci.

Compte-tenu de cette inefficacité récurrente, en non-conformité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20/09/2024 et conformément à l'article L. 171-8-II du Code de l'Environnement, l'Inspection propose au préfet du Haut-Rhin un projet d'arrêté préfectoral d'astreinte administrative.

Par ailleurs, au vu des constats réalisés par l'Inspection et des éléments apportés par l'exploitant, il apparaît que la prescription de l'article 9.2 du 09/01/2002, relative au volume de rétention nécessaire pour collecter les eaux d'extinction du bâtiment « Grande Galvanisation » est dorénavant inadaptée. Celle-ci sera ultérieurement reprise par arrêté préfectoral complémentaire.

L'Inspection a également constaté que l'exploitant s'est mis en conformité avec les articles 2, 3, 4 et 6 de l'arrêté de mise en demeure du 20 septembre 2024.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/09/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé : <i>« L'exploitant tient à jour les documents suivants : [...] »</i> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>le plan des réseaux et installations de confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation [...] »</i></li> </ul>
<b>Constats :</b>  A l'occasion du contrôle du 29 février 2024, l'Inspection avait constaté après analyse des plans des zones destinées au confinement des eaux incendie, que l'emplacement des bouchons servant à l'obturation des avaloirs présents sur les voiries, n'étaient pas représentés.  Au cours de la présente visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection, les plans à jour de ses

installations de confinement. Après analyse, l'Inspection constate que ceux-ci font dorénavant distinctement apparaître les différentes zones de stockage des bouchons d'obturation ainsi que la localisation des avaloirs où chaque bouchon d'obturation doit être installé.  Il est également constaté que les dispositifs installés sur les descentes de gouttière afin de confiner les eaux de ruissellement de toiture sont également représentés.  Au vu de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Volumes de confinement des eaux d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/09/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Volumes de confinement des eaux d'extinction incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2002 susvisé :</p> <p><i>« Afin d'assurer le confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident, l'exploitant garantira la disponibilité des volumes suivants (forme des terrains) :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 636 m<sup>3</sup> côté ouest de la rue de la 5<sup>ème</sup> DB</li> <li>• 256 m<sup>3</sup> côté est de la rue de la 5<sup>ème</sup> DB. [...]</li> </ul> <p><i>Les dispositions de cet article pourront être communes avec la société TOLERIE - EMAILLERIE HILD. »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A l'occasion de la visite du 29 février 2024, l'Inspection avait constaté sur la zone ouest du site, nommée « Grande galvanisation » ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que le confinement des eaux d'extinction était réalisé sur voiries après mise en place de bouchons d'avaloirs ;</li> <li>• que ces zones étaient interconnectées par des caniveaux pavés ;</li> <li>• que les sommes des volumes disponibles pour accueillir ces eaux susceptibles d'être polluées étaient supérieures au volume prescrit (636 m<sup>3</sup>).</li> </ul> <p>L'Inspection avait toutefois constaté qu'au regard des altimétries entre les différentes zones de rétention et en fonction de la localisation d'un potentiel incendie, l'ensemble des volumes de confinement disponibles ne pourrait pas être mobilisable.</p> <p>Les volumes à confiner mentionnés dans la prescription susvisée ayant été établis antérieurement à la parution des méthodes de calcul normalisées D9 et D9A, l'exploitant a transmis en amont de la présente visite, les résultats de ses calculs de besoin en eau d'extinction selon la méthode D9 et de dimensionnement des rétentions pour ses eaux d'extinctions selon la méthode D9A.</p> <p>Après analyse, l'Inspection constate que ce dernier document inclut les volumes liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aux besoins en eau pour la lutte extérieure (selon guide pratique D9), soit 360 m<sup>3</sup> ;</li> </ul>

- aux précipitations sur une surface de 4 402 m<sup>2</sup>, calculés sur la base de 10 l/m<sup>2</sup> soit 44 m<sup>3</sup> ;
- à la présence de liquides dans le bâtiment, soit 58 m<sup>3</sup> (20 % de 290 m<sup>3</sup>).

La note conclut ainsi à la nécessité de prévoir un volume de confinement de 462 m<sup>3</sup>.

Cette méthodologie de calcul ne suscite pas d'observation particulière de la part de l'Inspection.

Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant n'est désormais plus concerné par la prescription initialement contrôlée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

### N° 3 : Confinement - adéquation entre les besoins et les volumes disponibles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/01/2002, article 9.2

**Thème(s) :** Autre, Confinement des eaux d'extinction

#### **Prescription contrôlée :**

Afin d'assurer le confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident, l'exploitant garantira la disponibilité des volumes suivants (forme des terrains) :

- 636 m<sup>3</sup> côté ouest de la rue de la 5ème DB
- 256 m<sup>3</sup> côté est de la rue de la 5ème DB. [...]

Les dispositions de cet article pourront être communes avec la société TOLERIE - EMAILLERIE HILD.

#### **Constats :**

Le présent point de contrôle vise à vérifier l'adéquation entre les volumes disponibles pour accueillir les eaux susceptibles d'être polluées et le volume nécessaire à confiner.

En amont du contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection son nouveau formulaire D9a (cf. point 2) mentionnant un volume à confiner de 462 m<sup>3</sup>.

Afin de justifier de la disponibilité de ces volumes, l'exploitant a transmis :

- un levé topographique daté du 05 août 2025, réalisé par un prestataire externe et mentionnant les volumes pouvant être stockées sur les voiries après obturation des avaloirs, soit 439 m<sup>3</sup> ;
- un fichier de type tableur détaillant les différents volumes de confinement disponibles dans le bâtiment, soit 577 m<sup>3</sup>.

Après analyse, l'Inspection constate que ce volume de 577 m<sup>3</sup> se décompose en :

- 388 m<sup>3</sup> disponibles dans la cave du bâtiment ;
- 189 m<sup>3</sup> disponibles dans les rétentions prévues pour les différents bains (soit 509 m<sup>3</sup> de rétention - 320 m<sup>3</sup> correspondant au total des bains présents sur site) .

Bien qu'il ait été constaté lors de la visite, que le volume de la cave est conséquent, l'Inspection considère après échanges avec l'exploitant que ce volume de 388 m<sup>3</sup> est estimatif et ne peut pas être justifié dans le détail. Dans une position conservatrice, l'Inspection considère ainsi qu'elle ne peut retenir ce volume disponible en cave.

Toutefois, au regard de la configuration du site, l'Inspection constate qu'en cas d'incendie et de saturation du volume de confinement disponible dans le bâtiment 189 m<sup>3</sup> (à minima), les eaux d'extinction s'écouleraient sur la voirie et bénéficieraient du confinement réalisé sur celle-ci (439 m<sup>3</sup>).

Au regard de ces éléments, l'Inspection considère que le volume ainsi disponible est à minima de 628 m<sup>3</sup> (189 m<sup>3</sup> + 439 m<sup>3</sup>), soit supérieur aux 462 m<sup>3</sup> attendus.

Au regard de ces éléments l'Inspection juge recevable la demande formulée par l'exploitant de revoir le volume des confinements pour son bâtiment.

**Observations :**

Au regard des éléments constatés, la présente prescription sera ultérieurement reprise par arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Prescription inadaptée

**N° 4 : Équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 20/09/2024, article 4

**Thème(s) :** Autre, Equipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 15.6 de l'arrêté Préfectoral du 9 janvier 2002 susvisé :

*« L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) des installations, c'est-à-dire ceux dont le dysfonctionnement les placerait en situation dangereuse ou susceptible de le devenir, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire, ou en situation accidentelle. [...] »*

*Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement, selon des procédures écrites. »*

**Constats :**

Au cours de la visite initiale, et après analyse de la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité (IPS) présentée par l'exploitant, l'Inspection avait constaté que les obturateurs prévus pour être mis en place sur les avaloirs d'eau de ruissellement de voirie en cas d'incendie, n'étaient pas mentionnés dans la liste des IPS, en non conformité de l'article 16.4 de l'Arrêté Préfectoral du 9 janvier 2002.

Il avait également été constaté que l'exploitant n'était pas en possession d'une procédure dédiée au contrôle de ce dispositif.

En amont de la présente visite, l'exploitant a transmis la liste mise à jour de ses IPS (version du 15 octobre 2024). Après analyse, l'Inspection constate la présence dans cette liste des obturateurs d'avaloir.

L'exploitant a également transmis à l'Inspection, sa fiche/procédure relative à la maintenance et

<p>au contrôle de ces dispositifs obturateurs.</p> <p>Ces éléments n'appellent plus de remarques de la part de l'Inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au regard des constats établis au point suivant du présent rapport, l'Inspection rappelle à l'exploitant qu'en cas de modification du dispositif de confinement des eaux d'extinction, il est attendu que la liste des IPS ainsi que la procédure détaillée de contrôle et de maintenance soient mis à jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

#### N° 5 : Mise en œuvre du confinement

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/09/2024, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Organes de commande de la mise en confinement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 6 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 :</p> <p><i>« L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. [...] Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours du contrôle du 29 février 2024, l'Inspection avait constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• qu'au regard de la quantité et des difficultés de mise en place des obturateurs, la durée de la mise en œuvre du confinement n'était pas compatible avec la dynamique d'un incendie ;</li> <li>• que l'exploitant ne prévoyait pas de procédure spécifique permettant d'assurer la mise en œuvre du confinement de l'installation, en dehors des heures ouvrées ;</li> <li>• qu'après mise en place et mise en eau, l'unique obturateur testé ne remplissait pas sa fonction de confinement ;</li> <li>• que les eaux de ruissellement de toiture étaient directement infiltrées dans la nappe phréatique et qu'aucun système ne permettait leur confinement en cas d'incendie.</li> </ul> <p>A l'occasion de la présente inspection, l'exploitant a présenté son nouveau dispositif d'obturation des avaloirs ainsi que le plan localisant les dispositifs d'obturation.</p> <p>L'Inspection constate que les tampons initialement en place, ont été remplacés par des tapis d'obturation souples et autocollants.</p> <p>Dans la perspective de vérifier la durée de la mise en œuvre du confinement de l'installation, l'Inspection a chronométré la mise en œuvre de ce confinement par l'exploitant et considère que celle-ci est dorénavant compatible avec la gestion d'un sinistre de type incendie.</p>

Au cours de la visite, l'exploitant a également présenté à l'Inspection sa procédure spécifique de mise en œuvre du confinement du site hors périodes ouvrées. Il est constaté que celle-ci définit les modalités de remontée de la détection d'un incendie vers une astreinte interne ainsi que les actions à réaliser par le personnel d'astreinte après déplacement sur site.

Concernant l'efficacité des obturateurs d'avaloir, à la demande de l'Inspection, l'exploitant a positionné le tapis obturateur de l'avaloir situé au nord du bâtiment « Grande Galvanisation » puis a mis en eau cette zone de rétention.

Le premier test n'a pas été concluant, un poids-lourd ayant déplacé le tapis en y roulant dessus (incident qui pourrait autant se produire au passage d'un camion des services de secours).

Un second test a été réalisé sous surveillance de l'Inspection, après une mise en eau jusqu'à une hauteur sur file pavée en limite d'avaloir de 25 mm. 13 minutes plus tard, il a été constaté que cette même file pavée était à sec en raison d'une fuite sur le tapis obturateur.

Enfin, concernant l'infiltration directe des eaux de toiture, l'Inspection constate que l'ensemble des descentes de gouttières sont dorénavant équipées de vannes permettant le confinement des puits d'infiltration et d'orienter, en cas d'incendie, les eaux de toitures sur les voiries ou sur la citerne située au sud du bâtiment « Grande Galvanisation ».

Au regard de l'inefficacité des obturateurs d'avaloir, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.

Les constats réalisés ne permettent pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet d'engager une sanction administrative, comme prévu au premier alinéa du point II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte administrative

#### N° 6 : Consignes de sécurité

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 20/09/2024, article 6

**Thème(s) :** Autre, Consignes de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 13 de l'arrêté Ministériel du 30 juin 2006 susvisé :

« Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : [...] »

- les modalités d'intervention en cas de situations [...] accidentelles ; [...] »

**Constats :**

Lors de la précédente visite, l'Inspection avait constaté l'absence de consignes encadrant les modalités d'intervention en cas d'incendie.

Au cours de la présente visite, l'exploitant a présenté à l'Inspection ses consignes spécifiques aux situations accidentelles de type incendie.

Au jour du présent rapport, l'exploitant a également transmis des documents photographiques justifiant de l'affichage de ces consignes à l'intérieur de son bâtiment.

Ces éléments n'appellent plus de remarques de la part de l'Inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure